

« Dessinez la Belgique » : une approche par carte mentale du fédéralisme belge

Élodie FLABA

*Assistante au Département de Science politique de l'Université de
Liège*

Geoffrey GRANDJEAN

*Aspirant du Fonds de la Recherche Scientifique – F.N.R.S. au
Département de Science politique de l'Université de Liège*

Min REUCHAMPS

*Chargé de recherches du Fonds de la Recherche Scientifique –
F.N.R.S. au Département de Science politique de l'Université de
Liège*

« Dessinez la Belgique », telle était l'unique consigne donnée à 234 étudiants universitaires belges francophones le 4 décembre 2008. Appliquant consciencieusement cette consigne inhabituelle et très large sur la feuille A4 vierge qui était fournie, certains ont dessiné le contour de la Belgique, d'autres ont complété cette représentation graphique avec quelques détails – dont la mer du nord, la frontière linguistique, Bruxelles ou Liège –, d'autres encore ont préféré une représentation plus symbolique en dessinant un lion flamand, un coq wallon, un terrain de foot, une boîte, par exemple.

Après avoir dessiné la Belgique, il était demandé aux étudiants de répondre, au verso, à dix-neuf questions permettant de connaître leurs perceptions et préférences fédérales de même que leur éventuel intérêt pour la politique et leurs caractéristiques sociodémographiques. Ainsi, la combinaison des représentations graphiques, d'une part, et les réponses au questionnaire, d'autre part, devait permettre de mieux comprendre les

représentations, les perceptions et les préférences fédérales de jeunes citoyens belges – compréhension nécessaire pour saisir le contexte politique belge et son évolution.

Partant de cette recherche mobilisant à la fois des cartes mentales et les résultats d'un questionnaire, ce chapitre vise à illustrer l'usage qui peut être fait de la carte mentale en science politique, mais aussi et surtout à mettre en lumière ses apports et ses limites éventuelles. Nous commencerons par décrire brièvement l'objet de la recherche, avant d'exposer les réponses aux questions du questionnaire et de donner un aperçu des « dessins de la Belgique » recueillis. Ensuite, les forces et les limites de la méthode seront abordées par la présentation de croisements entre les dessins recueillis et les données du questionnaire. Enfin, nous essayerons de montrer ce que cette technique peut apporter à la compréhension du système fédéral belge, avant de conclure avec une réflexion sur les applications possibles de la carte mentale.

Objet de la recherche

Il y a maintenant plus de quinze ans, la Belgique devenait officiellement un État fédéral, comprenant en son sein des Communautés et des Régions. La fédéralisation du pays est le résultat de tensions communautaires entre les néerlandophones, au Nord, qui représentent environ 60 % de la population et les francophones, au Sud, qui ne représentent que 40 % de la population mais qui ont longtemps dominé la vie politique et culturelle du pays. Malgré ces tensions qui remontent aux origines de la Belgique en 1830, ce n'est qu'à partir de 1960 que le paysage institutionnel belge se transforme pour offrir une plus grande autonomie aux différentes composantes du pays. En moins d'un demi-siècle, la Belgique s'est complètement fédéralisée en permettant aux Communautés et aux Régions de poursuivre leur propre voie dans les matières dont elles ont la charge. Comme le note le politologue Kris Deschouwer, le fédéralisme belge est un « fédéralisme par défaut » et, « c'est l'élément le plus important à souligner, le choix d'une solution fédérale ne fut pas délibérée » (Deschouwer, 2009, 65). Le visage institutionnel de la Belgique a ainsi évolué au gré des réformes de l'État, laissant parfois les citoyens perplexes face à une telle transformation qui semble devoir se poursuivre, sous l'impulsion de nouvelles demandes d'autonomie venant de Flandre (Reuchamps, 2010).

¹ Dans le livre, « *Dessinez la Belgique* ». *Comment de jeunes Belges francophones voient le fédéralisme*, nous revenons plus longuement sur l'ensemble des données recueillies dans le cadre de cette recherche (Reuchamps *et al.*, 2009).

Plus récemment, deux événements ont particulièrement marqués les esprits. En décembre 2006, au cours d'un vrai-faux Journal Télévisé, le présentateur vedette de la RTBF – la première chaîne publique belge francophone – annonçait aux téléspectateurs, images à l'appui, la déclaration d'indépendance unilatérale de la Flandre. Cette émission, intitulée par ces concepteurs *Bye-Bye Belgium*, voulait lancer un débat, sans tabou, sur l'avenir de la Belgique. Elle a, en tout cas, suscité de nombreux remous des deux côtés de la frontière linguistique parmi les hommes politiques mais également parmi les citoyens (Dutilleul, 2006 ; Lits, 2007). Un an plus tard, suite aux élections législatives fédérales de juin 2007, la Belgique a connu une longue période sans gouvernement fédéral. Il a fallu pas moins de 194 jours pour trouver un accord et ainsi sortir de l'impasse (Brinckman *et al*, 2008). L'impossibilité pour les acteurs autour de la table de s'accorder sur une réforme de l'État constituait le cœur du problème (Sinardet, 2008). Ce double événement a conduit de nombreux citoyens belges francophones à accepter l'éventualité de la fin de la Belgique.

C'est dans ce contexte d'évolution et de débats permanents que nous avons voulu capturer les perceptions, les représentations et les préférences fédérales de jeunes Belges francophones qui n'ont connu que la Belgique fédérale, au contraire de leurs parents et grands-parents. La majeure partie d'entre eux est, en effet, née au tout début des années 1990 et donc simultanément à l'officialisation du fédéralisme dans leur pays. Ils forment ainsi la génération du fédéralisme, que nous qualifions de « génération F », puisqu'ils ont grandi sous l'ère du fédéralisme et n'ont jamais vécu dans un pays unitaire.

Le 4 décembre 2008, nous avons profité d'un cours d'*Introduction à la science politique* donné à l'Université de Liège pour demander à un auditoire composé de 234 étudiants de « Dessinez la Belgique » sur une feuille A4 dont le recto était blanc. Au verso de cette feuille se trouvait un questionnaire regroupant dix-neuf questions ouvertes et fermées permettant d'établir le profil sociodémographique des jeunes et surtout de connaître leurs perceptions et préférences à l'égard du fédéralisme belge.

Il est clair que les 234 étudiants qui ont été interrogés ne constituent nullement un échantillon représentatif des jeunes du même âge. Plus précisément, parmi les jeunes de la « génération F », nous avons délibérément choisi des étudiants suivant un cursus en sciences humaines et sociales au sens large du terme. Ainsi, des étudiants en sciences politiques, en droit ou encore en communication étaient présents dans l'auditoire. Ceux-ci s'intéressent, en effet, plus – ou du moins, sont censés s'intéresser davantage – à la politique si on les

compare avec d'autres jeunes de leur âge. De nombreuses recherches ont montré que les jeunes s'intéressent, en fait, assez peu à la politique et au système politique (Claes *et al.*, 2006 ; Fournier et Reuchamps, 2008). Par conséquent, demander à des personnes très peu informées de répondre à des questions sur ce sujet peut s'avérer peu pertinent (Fishkin, 1995). Pour contourner cet écueil, nous avons choisi cet auditoire d'étudiants car ils sont, en raison de leur choix d'études, censés être plus au fait de la vie et du système politique belge. Il faut toutefois noter que ces étudiants étaient au tout début de leur cursus universitaire (la plupart d'entre eux étaient en première année universitaire et d'autres en deuxième année). Ils présentent donc la caractéristique de ne pas être des experts du fédéralisme belge tout en témoignant, normalement, d'un certain intérêt pour les questions politiques.

L'analyse de cartes mentales remplies par de tels étudiants a permis d'obtenir des résultats particulièrement riches et diversifiés. Les prochaines sections tenteront de faire ressortir l'apport de telles cartes pour l'étude du fédéralisme belge mais surtout par rapport à l'utilisation d'une telle méthodologie qui accorde une grande liberté aux participants. Par ailleurs, la combinaison de ces cartes mentales avec les réponses aux dix-neuf questions permet d'offrir des renseignements précieux sur les perceptions et préférences de ces jeunes à l'endroit du fédéralisme belge. Ainsi, à côté de l'analyse des cartes mentales *sensu stricto*, les données récoltées grâce aux questionnaires permettront de mener des analyses croisées entre les cartes mentales et les réponses aux questions. Cette analyse croisée viendra enrichir l'analyse proposée des cartes mentales.

Possibilités méthodologiques

Il convient, tout d'abord, d'exposer le profil des étudiants ayant pris part à cette recherche. Parmi les 234 répondants, il y avait 136 femmes pour 98 hommes. Différentes sections étaient présentes dans l'auditoire : premier bachelier en sciences politiques (90 personnes), premier bachelier en sciences sociales (81 personnes), deuxième bachelier en information et communication (39 personnes), deuxième bachelier en droit et étudiants de l'année préparatoire au master en sciences politiques (20 personnes). Quatre personnes venaient d'autres sections. Une très grande majorité (73 %) est née en 1989 ou en 1990 (d'où le concept de « génération F »). Les étudiants proviennent généralement d'un espace géographique assez réduit, c'est-à-dire de Liège ou de la province de Liège (78 %).

Deux questions dans le questionnaire permettaient de jauger l'intérêt politique des répondants. La première question était posée en ces termes : « Vous intéressez-vous à la politique ? ». Sans surprise, vu l'orientation des étudiants, 76 % de ceux-ci s'intéressent beaucoup ou assez à la politique. Dans la population en général, le pourcentage de personnes s'intéressant à la politique tourne plutôt autour des 30 % (Fournier et Reuchamps, 2008). La deuxième question cherchait à savoir si les étudiants discutaient, souvent, de temps en temps, rarement ou jamais de l'avenir de la Belgique. Ici, 87 % des étudiants disent discuter souvent ou de temps en temps de l'avenir de la Belgique. On relèvera que le pourcentage est plus élevé que pour la question du strict intérêt politique. La connotation négative du mot « politique » peut certainement expliquer, en partie, cette différence. Au final, ces deux questions permettent d'établir que le public qui a rempli les cartes mentales se montre plus intéressé, voire plus politisé que la moyenne de la population.

Tournons-nous à présent vers le sentiment d'appartenance des étudiants ayant participé à cette recherche. Une fois encore, deux questions permettaient de saisir leur sentiment d'appartenance. La première question cherchait à savoir si les répondants se sentaient avant tout francophones ou wallons. 60 % des répondants disent se sentir davantage wallons. La deuxième question demandait s'ils étaient plus fiers d'être belges que wallons. Dans ce cas, c'est le sentiment de fierté d'être belge qui prédomine largement (82 %).

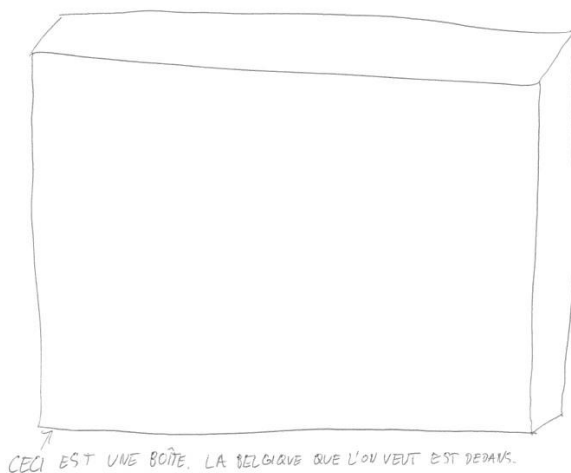
Plusieurs questions s'attardaient, par ailleurs, sur les perceptions que ces étudiants ont du fédéralisme. Une première visait à savoir si les étudiants connaissaient la répartition entre néerlandophones et francophones en Belgique. Si une très grande majorité (83 %) sait que les néerlandophones sont majoritaires en Belgique, il apparaît cependant que 17 % des répondants ignorent cette réalité. Une deuxième question voulait connaître la satisfaction des étudiants par rapport au fédéralisme belge. Ici, 67 % des répondants ne sont pas d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'assertion suivant laquelle le système fédéral belge est satisfaisant. Dans la même veine, une troisième question cherchait à savoir si le système fédéral belge était, selon les répondants, la meilleure solution pour assurer la coexistence pacifique entre les deux communautés. 55 % des répondants sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord avec cette proposition. Une quatrième question portait sur la langue et proposait l'affirmation suivante : « Seule la langue différencie les Flamands des Wallons ». Une très large majorité (78 %) n'est plutôt pas d'accord ou pas d'accord du tout avec cette vision. Enfin, deux questions portaient sur les revendications flamandes. Alors que 70 % des répondants estiment qu'il n'est pas normal de revendiquer plus

d'autonomie pour la Flandre, 53 % estiment que les francophones doivent accepter quelques revendications flamandes pour sauvegarder le pays.

Après s'être attardé sur les questionnaires – dont les réponses seront croisées dans la prochaine section avec les cartes mentales – il est maintenant temps de fournir une première présentation des indicateurs utilisés pour l'analyse des cartes mentales. Analyser des cartes mentales telles que celles dessinées par les étudiants n'est pas un exercice facile étant donné la largesse de la consigne et la diversité des résultats qui pourraient en ressortir. Afin d'offrir une grille de lecture commune, nous avons tenté de mener une analyse systématique des cartes recueillies. Les indicateurs utilisés pour celle-ci sont, en fait, des caractéristiques récurrentes qui ressortent du corpus. Quelques cartes échappent toutefois à cette grille et doivent donc être traitées individuellement. En outre, afin d'éviter de tomber dans une logique trop interprétative – qui consisterait à supposer le dessein de l'auteur de chaque carte – nous nous cantonnerons aux éléments visibles sur les cartes.

La première manière de classer les cartes consiste à distinguer la présence d'éléments géographiques (tel le dessin de la Belgique en termes de frontière) ou non. Ainsi, seulement quatre cartes ne présentent pas de marqueurs géographiques. La figure 1 est un exemple d'une telle carte.

Figure 1 Carte sans marqueurs géographiques



Parmi les 230 cartes ayant des marqueurs géographiques, deux catégories émergent. D'une part, il y a les cartes « cartographiques » qui

montrent le contour de la Belgique réalisé de manière plus ou moins précise avec parfois une série d'éléments additionnels plus ou moins précis également (par exemple, la présence de fleuves, de villes, etc.). D'autre part, il y a des cartes « symboliques ». Parmi celles-ci, on relèvera, par exemple, la carte qui présente un coq wallon, un lion flamand, le Manneken-Pis (symbole bruxellois), le tracé des frontières de la Belgique et quelques mots, notamment « étudiant », « Brel », « Festivals », « Leterme » (figure 2). Une autre présente le contour de la Belgique mais sous la forme de carte météorologique avec des nuages dessus. La manière dont les cartes sont catégorisées ne vise pas à les évaluer mais simplement à mettre en avant les traits saillants qui peuvent être présents sur certaines d'entre elles. Sur les 230 cartes, 144 présentent un simple contour alors que 86 témoignent d'éléments plus symboliques.

Figure 2 Carte symbolique de la Belgique



Un autre indicateur utilisé pour analyser les cartes géographiques consiste à relever la présence de la frontière linguistique. Ainsi, 160 cartes ne la présentent pas tandis que 68 cartes l'indiquent et deux n'entrent pas facilement dans une de ces catégories. Elles sont, dans ce cas, hors classification. En outre, il est intéressant de voir si Bruxelles est situé sur la carte et si oui à quel endroit il l'est. Bruxelles est ainsi

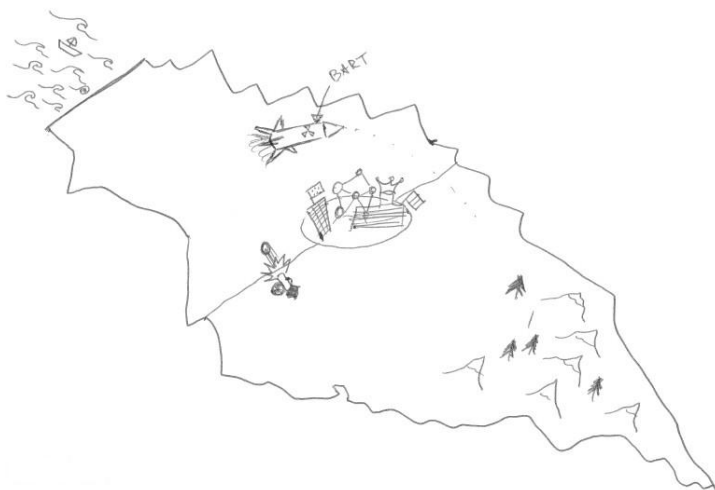
représenté sur 60 cartes mentales mais est positionné différemment. 38 étudiants placent Bruxelles au nord de la frontière linguistique – ce qui correspond à la réalité géographique – et 22 dessinent la ville sur la frontière linguistique. Afin de ne pas se livrer à un exercice de cotation au regard de l’emplacement de Bruxelles, il est plus pertinent d’analyser ce positionnement au regard de la liberté qui était laissée aux étudiants. Ainsi, une piste d’analyse pourrait être de considérer que les cartes présentant Bruxelles sur la frontière linguistique renvoient, en fait, à la réalité politique belge plutôt qu’à la réalité géographique. D’un point de vue politique, Bruxelles est, en effet, souvent vu comme le centre du jeu politique et communautaire belge. La figure 3 présente une carte avec la frontière linguistique et Bruxelles au nord de celle-ci.

Figure 3 Carte avec frontière linguistique et Bruxelles



Enfin, pour finir notre exposé des résultats, il est également nécessaire de mentionner le caractère « revendicateur » de quelques dessins. Il semblerait que certains étudiants aient profité de l’exercice pour exprimer certaines revendications. C’est par exemple le cas d’une étudiante qui pose la question légitime « Pourquoi on ne parle pas dans tout le questionnaire des Germanophones?! ». Son dessin représente la Belgique divisée en trois Régions et constituée à l’est d’une Communauté germanophone dont la taille est surestimée. D’autres dessins laissent également transparaître un message politique mais de manière beaucoup plus implicite. C’est le cas d’un dessin où Bruxelles est représentée par un cœur brisé ou encore où une fusée prénommée Bart (sans doute en référence à Bart De Wever, leader du parti autonomiste flamand N-VA) se dirigeant vers la Wallonie (figure 4).

Figure 4 Carte au caractère revendicateur



Le tableau 1 reprend l'ensemble de la classification opérée à partir des 234 cartes mentales.

Tableau 1 Classification des cartes mentales

Présence de marqueurs géographiques	230	Éléments symboliques	86		
		Simple contour	144		
		Ou			
		Frontière linguistique	68	Bruxelles au nord de la frontière linguistique	38
				Bruxelles sur la frontière linguistique	22
		Sans frontière linguistique	160		
Absence de marqueurs géographiques	4	Hors classification	2		

Cette section a tenté de fournir une première analyse des cartes mentales en se basant uniquement sur les éléments qui avaient été dessinés par les 234 étudiants. Des indicateurs ont été mis en place afin de relever les caractéristiques récurrentes présentes sur les cartes

mentales. On a pu, tout de même, constater que certaines cartes devaient davantage être analysées individuellement car elles affichaient des éléments non présentés sur d'autres cartes. Afin d'enrichir l'analyse des cartes mentales, une lecture croisée avec les réponses au questionnaire va être maintenant menée.

Forces et limites

La démarche adoptée lors de l'expérience de « Dessinez la Belgique » était, nous l'avons déjà expliqué, expérimentale. Les résultats obtenus lors de celle-ci sont donc à la fois très riches, intéressants, porteurs de nombreuses possibilités d'interprétation mais peuvent être également sujets à discussion. La démarche utilisée était-elle la plus pertinente ? Comment doit-on interpréter les dessins de la Belgique recueillis ? En fait, de façon plus générale, quelles sont les forces et les faiblesses de la démarche adoptée ?

C'est à ces questions que nous allons essayer de répondre dans cette section. Nous commencerons par exposer les résultats des croisements de certaines réponses aux questionnaires avec les cartes mentales. Sur base de ceux-ci, nous effectuerons ensuite une réflexion plus générale sur la démarche.

Un premier croisement permet de comparer le type de carte obtenu avec la section du répondant. On peut observer que, parmi les répondants dessinant plus qu'un simple contour, les étudiants de sciences politiques représentent près d'une majorité (49 %) alors qu'ils ne comptent que pour 40 % de l'ensemble. Par contre, les étudiants en deuxième bac information et communication représentent 22 % des participants ne dessinant qu'un simple contour mais seulement 7 % de ceux qui réalisent une carte plus détaillée. En fait, ces derniers se contentent à 84 % de ne dessiner qu'un contour. Est-ce que ces résultats peuvent être mis en lien avec leur intérêt politique ? Cela nous amène à la question suivante.

Une deuxième étape consiste à comparer l'intérêt politique des répondants – qui nous l'avons vu précédemment est très élevé, 76 % d'entre eux se disant « beaucoup » ou « assez » intéressés à la politique – à la présence ou non de la frontière linguistique sur leur dessin. Les étudiants intéressés à la politique sont proportionnellement plus nombreux à dessiner la frontière linguistique que leurs collègues dont l'intérêt politique est plus faible. En effet, seuls 12 % des étudiants qui tracent la frontière linguistique ne s'intéressent pas à la politique.

Tableau 2 Intérêt politique et présence de la frontière linguistique

Type de carte

		Sans la frontière linguistique	Avec la frontière linguistique	Total
Intérêt politique	Peu et Pas du tout	30	12	24
	Beaucoup et Assez	70	88	76
Total	Pourcentage	100	100	100
	<i>Effectif</i>	<i>159</i>	<i>68</i>	<i>227</i>

N = 227

$\chi^2 = 8,216$ (p <.05)

V de Cramer = 0,190 (p <.05)

Une première interprétation de ces résultats conduit à penser que l'intérêt politique va donc de pair avec la représentation de la frontière linguistique. On peut alors affirmer que les jeunes qui s'intéressent à la politique perçoivent plus nettement la division de la Belgique, symbolisée par la frontière linguistique coupant le pays en deux. Les résultats obtenus montrent clairement que parmi les répondants dessinant la frontière linguistique, 90 % sont beaucoup ou assez intéressés à la politique. Il ne faut cependant pas oublier que 159 répondants (soit 70 % des étudiants) ne dessinent purement et simplement pas cette frontière. Elle n'est en fait reproduite que par une minorité, et ce *malgré* l'intérêt particulièrement élevé de nos répondants. Nous voyons ici à quel point il est donc important dans l'analyse des cartes mentales d'éviter toutes généralisations hâtives, même si elle est tentante.

La présence ou non de la frontière linguistique sur les dessins de la Belgique peut également être croisée avec le fait de considérer le système fédéral comme étant la meilleure solution pour assurer la coexistence pacifique entre les deux communautés. En effet, vu la symbolique que recouvre la frontière linguistique dans les tensions communautaires, on pourrait s'attendre à une corrélation. Les résultats sont présentés dans le tableau 3.

Tableau 3 Perception du système et présence de la frontière linguistique

Type de carte		Total
Sans la frontière linguistique	Avec la frontière linguistique	

Système meilleur	Tout à fait d'accord et Plutôt d'accord	50	63	54
	Plutôt pas d'accord et Pas d'accord	50	37	46
Total	Pourcentage	100	100	100
	Effectif	155	68	223

N = 223

$\chi^2 = 3,175$ (p <.1)

V de Cramer = 0,119 (p <.1)

Parmi les étudiants qui dessinent la frontière linguistique, 63 % estiment que le système fédéral est effectivement la meilleure solution pour assurer la coexistence pacifique. Par contre, ils ne sont que 50 % à partager cette opinion dans le groupe des étudiants qui ne dessinent pas cette frontière. Cette observation va *a priori* à l'encontre de la supposition qui voudrait que les étudiants qui jugent que le système fédéral n'est pas la meilleure solution marquent davantage la frontière linguistique pour affirmer les tensions communautaires qu'ils perçoivent au jour le jour.

Notre questionnaire, au-delà de l'intérêt politique et de leur opinion sur le système fédéral, visait également à connaître les préférences des répondants pour le futur de leur pays. Six scénarios étaient proposés allant du rétablissement de la Belgique unitaire à la séparation du pays, en passant par le *statu quo* ou une adaptation de l'État fédéral.

Pour faciliter l'analyse, nous avons regroupé les scénarios en trois catégories. La plus grande part des répondants (45 %) opte pour des scénarios médians, c'est-à-dire le *statu quo* et l'adaptation de l'État fédéral avec certaines compétences transférées aux Régions et Communautés et d'autres à l'État fédéral. Ensuite, on retrouve 33 % des répondants qui se prononcent en faveur de moins d'autonomie pour les Régions et les Communautés ou pour le rétablissement de l'État belge unitaire – État qu'ils, rappelons-le, n'ont jamais connu. Ce pourcentage assez élevé en faveur d'un scénario qui, au vu de la situation politique actuelle, peut être qualifié d'« impossible » montre d'une manière assez nette l'incompréhension du système, en particulier par des étudiants supposés relativement bien informés. Cette méconnaissance sera développée plus loin. Viennent ensuite 11 % des répondants qui se prononcent en faveur de plus d'autonomie pour les Régions et les Communautés ou une scission pure et simple de la Belgique. Alors qu'il

est couramment considéré au nord du pays que les francophones refusent toutes demandes d'autonomie supplémentaire, ce résultat vient nuancer cette idée reçue. Enfin, 11 % des répondants avouent ne pas avoir de préférences.

Ces préférences pour le futur ont également fait l'objet de croisements avec les indicateurs d'analyse des cartes mentales. Dans un premier temps, nous avons comparé celles-ci avec le type de carte réalisé (un simple contour ou plus qu'un contour). Néanmoins, aucune différence notable n'a pu être observée en fonction des préférences.

Ensuite, nous nous sommes tournés vers deux autres indicateurs : la présence ou non de la frontière linguistique sur la carte et la place de Bruxelles, lorsque cette ville est représentée. Les résultats sont présentés dans le tableau 4.

Tableau 4 Présence la frontière linguistique, de Bruxelles et des scénarios quant au futur de l'État belge

	Autonomie et Scission	<i>Statu quo</i> et Adaptation	État unitaire et Moins de compétences	Ne sais pas et Sans réponse	Total	<i>Effectif</i>
<i>Frontière linguistique</i>						
Sans la frontière linguistique	12	42	34	12	100	160
Avec la frontière linguistique	10	52	29	9	100	68
<i>Bruxelles et la frontière linguistique</i>						
Bruxelles sur la frontière linguistique	9	36	46	9	100	22
Bruxelles pas sur la frontière linguistique	11	61	21	8	100	38

En ce qui concerne la frontière linguistique, on remarque tout d'abord que parmi les étudiants qui la représentent, une plus grande proportion (52 %) que la moyenne (45 %) souhaite le *statu quo* ou l'adaptation de l'État fédéral. De même, ils sont légèrement moins nombreux au sein de ce groupe à se positionner comme partisans du rétablissement de la Belgique unitaire ou d'une formule visant à

diminuer les compétences des Communautés et des Régions. Revenons quelques instants sur la place de Bruxelles qui peut également être révélatrice. Parmi les répondants représentant Bruxelles au nord de la frontière linguistique, une plus grande proportion (61 %) que la moyenne opte pour le *statu quo* ou l'adaptation de l'État fédéral et ils sont moins nombreux (21 %) à préférer un retour à l'État unitaire ou une réduction des compétences régionales et communautaires.

Le fait de dessiner la frontière linguistique et de placer Bruxelles au nord de celle-ci révélerait des répondants qui voient un pays divisé entre deux grandes communautés mais qui sont réunies au sein d'un système fédéral et qui considèrent ce dernier comme la seule solution pour faire coexister ces deux groupes nationaux. C'est une vision assez réaliste.

Après avoir passé en revue rapidement les résultats obtenus en croisant les questionnaires et les dessins de la Belgique, nous allons maintenant réfléchir aux forces et aux limites de la méthode. Nous l'avons vu, le matériau recueilli recèle de nombreuses possibilités d'exploitation. Par contre, l'interprétation en reste difficile, sinon hasardeuse, si l'on n'y prend pas garde. Un des atouts majeurs de cette méthode repose incontestablement dans son originalité, en particulier en science politique où ce type d'instrument est peu utilisé (alors qu'il l'est en géographie, en psychologie et dans d'autres disciplines relevant des sciences humaines). En demandant aux répondants de « Dessinez la Belgique », on sort en effet des sentiers battus pour compléter les méthodes de collectes d'informations traditionnelles.

Cependant une première limite apparaît au niveau des dessins de la Belgique recueillis. En effet, lorsqu'on effectue une recherche à partir de cartes mentales, on pourrait être tenté de mobiliser les cartes les plus parlantes, de ne présenter que les dessins les plus symboliques, ceux qui semblent exprimer clairement des revendications ou permettant de se faire une opinion de ce que représente la Belgique pour le répondant. En fait, la richesse du matériau constitue en quelque sorte une « attente » du chercheur. La réalité est cependant autre. En effet, sur les 234 cartes récoltées, 144 ne représente qu'un simple contour de la Belgique, contour parfois bien défini mais qui dans d'autres cas se révélerait pour un observateur non averti impossible à identifier. Si ce sont les cartes les plus détaillées qui attirent l'attention, ce ne sont donc pas celles-ci qui constituent la majorité du matériau recueilli. Dans ce cadre, il faut veiller à ce que l'analyse repose sur l'entièreté du corpus et pas uniquement sur les quelques cartes les plus détaillées.

En raison de la technique utilisée, qui fait appel à des réalités parfois plus psychologiques, la marge de manœuvre du chercheur dans l'analyse peut vite se révéler importante. Or, il importe pour la validité

de l'analyse que celle-ci soit la plus limitée possible. Il est en effet indispensable que le chercheur essaye d'être le plus objectif possible, en se dotant dans sa démarche d'indicateurs objectifs, c'est-à-dire d'indicateurs reposant sur des éléments qui devraient être compris d'une manière identique par tous. Dans notre cas, par exemple, la frontière linguistique paraissait répondre à ce critère. Même si certains argueront qu'interpréter une ligne séparant le pays d'Ouest en Est comme étant la frontière linguistique est bel et bien une interprétation *politologique*. Enfin, même si elle se fonde sur des indicateurs objectifs, l'analyse proposée peut toujours être critiquable. L'interprétation des croisements entre les indicateurs des cartes et les réponses aux questionnaires peut nous suggérer des pistes de réflexions intéressantes et qui font sens. Mais il faut éviter de les présenter comme des vérités.

Comme nous l'avons vu, deux grands types de cartes ressortent de notre corpus. Les cartes qui comprennent un certain nombre d'indicateurs géographiques aisément identifiable apparaissent assez faciles à classer et donc à analyser. C'est en effet, sur celles-là que la majeure partie de nos résultats repose. Dans le cas des cartes symboliques, par contre, peu de résultats scientifiques peuvent être obtenus. Mais l'imagination et les capacités interprétatives du chercheur sont par contre mises en œuvre. On se retrouve donc dans une situation ambiguë où, d'une part, l'on espère que les cartes mentales apporteront une certaine richesse mais où, d'autre part, l'analyse de cette richesse est difficile voire impossible car elle peut laisser trop de place à la subjectivité.

Enfin, l'idée même de faire dessiner la Belgique peut être sujette à question. Que recherchions-nous exactement ? En demandant à des répondants de « Dessinez la Belgique » sans autre consigne, n'était-il pas évident que la majorité des répondants allait opter *a priori* pour une représentation géographique simple. L'exercice visait à essayer de capter une représentation à chaud. Mais, en ne donnant pas de consignes aux répondants, ne passe-t-on pas un peu à côté de l'objectif en incitant les répondants à donner une réponse simple ?

Les cartes mentales apparaissent au final comme un outil qu'il s'agit de manier avec beaucoup de précaution mais dont les possibilités d'exploitation se révèlent également infinies. Poursuivons en soulignant ce qu'une telle démarche peut apporter à la compréhension du fédéralisme belge.

Apports pour la compréhension du fédéralisme belge

Les dessins de la Belgique, accompagnés des réponses aux questionnaires, offrent un regard différent sur la représentation que des

jeunes se font de leur pays. Une richesse inédite caractérise le corpus de données recueilli dans cette recherche. Si l'on tient compte des limites de la méthode, plusieurs enseignements pour la science politique et plus particulièrement pour l'étude de la représentation du fédéralisme belge peuvent être tirés. Quels sont-ils ?

Premièrement, les seules données dont les politologues disposent généralement pour étudier les opinions des Belges à l'égard de leur pays reposent sur des sondages, ou parfois des entretiens (par exemple, Van Dam, 1997). Ces données manquent toutefois de spontanéité puisqu'elles sont médiatisées par des questions prédéfinies. Par contraste, les dessins de la Belgique permettent de saisir la représentation d'un objet à chaud, en laissant une grande part de liberté au répondant. Sur le plan de la compréhension du fédéralisme belge, les résultats sont par conséquent fort intéressants. Ainsi, on peut observer que la référence à l'étranger, c'est-à-dire aux pays voisins, à l'Europe, voire au monde, est peu présente. Pour la majorité des jeunes interrogés, lorsqu'il leur est demandé de dessiner la Belgique, ils le font sans aucune référence à d'autres pays. Étonnant, n'est-il pas, pour des jeunes qui sont nés dans un monde globalisé où l'« étranger », que cela soit via les médias ou le *made in China*, est présent à tout instant. On peut certes avancer que la consigne demandait précisément de dessiner la *Belgique* mais on aurait pu imaginer que répondre à cette invitation passait par une représentation dépassant les frontières de la Belgique. La réalité belge peut donc s'imaginer indépendamment de toute autre réalité géographique ou politique ; c'est un enseignement important pour la science politique qui repose souvent sur l'hypothèse d'interdépendance complexe, notamment en relations internationales (Keohane et Nye, 1977), où les acteurs – et donc leurs actions – sont fortement liés les uns aux autres.

Si un regard vers l'extérieur ne ressort généralement pas, il n'y a pas nécessairement non plus de regard vers l'intérieur. En effet, 144 cartes ne présentent qu'un simple contour de la Belgique. Toutefois, un élément géographique mais également politique apparaît de manière récurrente : la frontière linguistique. Ainsi, pour nombre de répondants cette ligne qui divise la Belgique d'Ouest en Est est suffisamment importante que pour la représenter. Une « frontière » interne vient donc compléter les frontières externes. Sans recourir à la carte mentale, il n'était guère possible d'appréhender cette réalité. Cet outil a permis d'affiner la représentation territoriale et politique de la Belgique par de jeunes Belges. En outre, le croisement de cette information avec l'indicateur d'intérêt politique révèle que parmi les jeunes qui dessinent la frontière linguistique, une importante majorité se dit beaucoup ou assez intéressée par la politique. La division linguistique de la Belgique

constitue un élément important de la vision que des jeunes francophones ont de leur pays.

Deuxièmement, un autre type d'apport touche directement la perception du fédéralisme en Belgique. Les données récoltées confirment l'existence chez les Belges francophones de « deux sens – négatifs – du fédéralisme » (Reuchamps, 2009). D'une part, le fédéralisme est vu par un certain nombre de citoyens francophones comme la moins mauvaise solution pour sauver la Belgique. En d'autres termes, on peut résumer ce premier sens négatif – mais moins négatif que le suivant – comme « pour maintenir une Belgique unie, un système fédéral est nécessaire mais son fonctionnement ne donne pas entière satisfaction, loin de là ». Idéalement, les francophones préféreraient un système unitaire ou en tout cas un système plus simple – et plus efficace – que le système fédéral actuel. D'autre part, les mêmes citoyens voient également dans le fédéralisme la voie irrémédiable vers le séparatisme, vers la séparation de la Belgique : « fédéralisme = séparatisme », c'est le second sens négatif du fédéralisme. Ces deux « sens » se retrouvent très souvent et simultanément dans les opinions des citoyens francophones à l'endroit du fédéralisme belge.

Troisièmement, ce qui ressort de notre exploration des perceptions et des représentations, c'est une certaine incompréhension du fédéralisme par les jeunes Belges. Ce fédéralisme incompris se situe à deux niveaux. Le premier tient de la *connaissance* même du système fédéral. Plusieurs indicateurs montrent que celle-ci est limitée chez nombre de répondants. Ainsi, presque un cinquième des jeunes interrogés ne connaît ou ne reconnaît pas la présence majoritaire des néerlandophones en Belgique. Autre réalité, un peu moins d'un tiers des répondants n'a pas pu donner ce qu'il ou elle considère comme la plus grande qualité ou le plus grand défaut du système fédéral actuel. Évidemment, cette question qui semble assez simple nécessite de connaître un minimum le système pour pouvoir lui trouver une qualité et un défaut – c'est d'ailleurs plus facile d'énoncer un défaut qu'une qualité, semble-t-il, puisqu'ils étaient un peu moins à ne pas avoir répondu à la question du défaut (27 % contre 30 %).

Le second niveau renvoie à la *compréhension* – et non plus à la connaissance – du système fédéral et de sa dynamique, bref du fédéralisme. En effet, les deux sens négatifs du fédéralisme qui viennent d'être rappelés et surtout l'absence de sens positif qui pourrait être donné au fédéralisme belge nourrissent ce constat. Le fédéralisme semble ne pas avoir de valeur ajoutée pour nombre de jeunes – plusieurs d'entre eux voudraient d'ailleurs voir le rétablissement de l'État belge unitaire – alors qu'ils admettent majoritairement que la solution fédérale

est la meilleure façon d'assurer la coexistence pacifique entre les néerlandophones et les francophones. En outre, derrière ce double sentiment négatif se trouve la *complexité* du système (un des défauts les plus souvent énoncés). Sans vouloir faire l'apologie de cette complexité, force est toutefois de constater que, d'une part, la complexité fait partie intrinsèque de tout système politique moderne qu'il soit unitaire centralisé ou décentralisé ou encore qu'il soit fédéral et, d'autre part, la complexité résulte de la gestion des conflits communautaires en Belgique.

Les cartes mentales, et dans ce cas les dessins de la Belgique, permettent d'appréhender le fédéralisme belge d'une façon originale, différente des études classiques sur le sujet. Leur apport est soit directement perceptible comme pour l'absence de référence à l'« étranger » ou pour la frontière linguistique, soit indirectement, via le croisement avec les réponses au questionnaire. La possibilité de triangulation avec d'autres méthodes offerte par la carte mentale constitue également un apport de cet outil à la science politique et plus particulièrement lorsque celle-ci étudie les représentations d'objet politique. Un autre avantage de la carte mentale réside dans son potentiel participatif.

Portée participative appliquée de la carte mentale

La carte mentale intègre directement le citoyen dans le processus de la recherche. Il y occupe un rôle central puisqu'il lui est demandé de dessiner un objet particulier et ce dessin constituera le cœur de l'analyse. Dans cet exemple d'utilisation de la carte mentale, elle recèle une portée participative non négligeable et ce de plusieurs façons : la portée pédagogique, la portée participative proprement dite et la portée prospective.

Tout d'abord, l'utilisation de la carte mentale sous la forme d'un dessin d'un pays offre des possibilités pédagogiques intéressantes. Notre recherche montre que nombre d'étudiants dessinent le contour de la Belgique d'une manière plutôt approximative. Dans plusieurs cas, une certaine dose d'imagination est nécessaire pour reconnaître la Belgique hors d'un triangle plus ou moins difforme ou de ce qui ressemble à un drôle d'animal. Plus concrètement, la localisation de certains points d'intérêt sur le dessin de la Belgique comme la frontière linguistique ou plus particulièrement Bruxelles révèle certaines lacunes dans les compétences géographiques des répondants qu'il serait possible de corriger, si la carte était utilisée dans cette optique. L'exemple le plus parlant est la place de Bruxelles qui pour 22 étudiants se situe sur la frontière linguistique – parmi les 60 qui dessinent les deux éléments. On pourrait donc aisément imaginer un cours d'introduction à la Belgique

fédérale qui débiterait par la consigne « Dessinez la Belgique » – peut-être en ajoutant « avec les éléments qui vous semblent importants » – afin de situer le niveau de connaissance des étudiants, jeunes ou moins jeunes, via un moyen ludique mais efficace.

Ensuite, à côté d'une portée pédagogique possible, la carte mentale offre une portée participative proprement dite. En demandant aux citoyens de dessiner la Belgique, ceux-ci sont intégrés dans la recherche qu'elle soit fondamentale comme, par exemple, tenter de comprendre leurs perceptions de leur pays – c'est dans ce contexte que s'inscrit la présente recherche – ou qu'elle soit appliquée afin notamment d'améliorer les institutions ou les rapports entre autorités publiques et les citoyens. Cette dernière perspective est fortement encouragée depuis de nombreuses années par les tenants de la sociologie de l'action qui considèrent le citoyen comme un véritable acteur (Touraine, 1965). L'utilisation de la carte mentale peut constituer une première étape dans le processus participatif afin de permettre aux citoyens de s'exprimer ou inversement d'appréhender le ressenti de ceux-ci. La carte mentale est à la fois une avenue d'expression et un outil pour capter cette expression. Plus généralement, cet outil peut servir à installer un climat propice à la participation en offrant un moyen d'expression simple et accessible à un grand nombre de participants.

Par ailleurs, au cœur de cette volonté participative, il y a un élément qui peut être saisi par la carte mentale : c'est la compréhension du système politique. Si le système n'est pas compris, la participation sera vraisemblablement limitée ou, en tout cas, inefficace. De même, il sera difficile au citoyen de se forger une opinion politique. Or comme nous l'avons montré dans la section précédente, la compréhension fait parfois défaut et notamment lorsqu'un sujet complexe est abordé comme l'est le fédéralisme dans un univers multi-niveaux. À certains égards, on a l'impression que le fédéralisme belge est incompris. Même sans vouloir s'inscrire dans une logique normative, ou justement en voulant éviter toute volonté normative et de stigmatisation (il est normal de ne pas connaître ou comprendre le système politique), il semble que l'incompréhension entourant le fédéralisme en Belgique mérite que l'on y consacre plus d'attention. La compréhension de l'environnement dans lequel on vit, qu'il soit politique, social, professionnel ou familial, est évidemment nécessaire pour favoriser une meilleure adaptation ou pour parler en termes de sociologie politique une meilleure *socialisation* (Jennings et Niemi, 1968 ; Jennings et Niemi, 1981 ; Percheron, 1985 ; Dubar, 2006). Il reste donc beaucoup de travail de clarification à faire et celui-ci doit aller de pair avec toute forme de participation. On peut donc conjuguer la portée pédagogique avec la portée participative de la carte mentale.

Enfin, dans une perspective participative, la carte mentale telle que présentée dans ce chapitre peut apporter une portée prospective. Il serait en effet possible d'inviter des citoyens à dessiner non pas un objet tel qu'ils le perçoivent mais bien comme ils le souhaiteraient idéalement. Ainsi, au lieu de demander de « dessinez la Belgique », il pourrait être suggéré de « dessinez la Belgique idéale ». Cet exercice facile à organiser offrirait une grande liberté d'action et pourrait éventuellement être complété d'un questionnaire et/ou d'un entretien individuel ou de groupe. En outre, cette demande pourrait aisément être transposée à d'autres contextes où la participation des citoyens serait encore plus envisageable, tel que l'aménagement d'un quartier. Les citoyens pourraient ainsi façonner eux-mêmes l'avenir de leur collectivité.

Conclusion

« Dessinez la Belgique », telle était la consigne que 234 étudiants belges francophones ont reçue en décembre 2008. L'exercice demandé à ces étudiants se voulait, avant tout, innovant. L'objectif de la recherche était de capturer leur représentation de la Belgique d'une autre manière que par la passation de questionnaires.

Des informations d'une intéressante richesse peuvent être retirées des cartes mentales qui ont été dessinées par les étudiants. Pour pouvoir mettre de l'ordre dans l'ensemble des cartes mentales et ainsi les analyser, des indicateurs ont été mis en place afin d'offrir une première classification des dessins de la Belgique. Ensuite, dans cette volonté de dépasser l'analyse des cartes mentales *per se*, les données récoltées grâce aux questionnaires ont été croisées avec les dessins. Ce croisement a montré toute la pertinence d'une triangulation des deux méthodes choisies pour cet exercice.

La demande adressée aux étudiants constituait initialement un essai. Ce chapitre a pourtant montré que beaucoup d'éléments ont pu en être retiré, tant du point de vue de la thématique du fédéralisme belge que d'un point de vue méthodologique.

Les aspects positifs et négatifs ont été présentés dans ce chapitre. Il faut aussi insister sur le fait que des améliorations peuvent être apportées. Ainsi, il pourrait s'avérer utile de faire passer ces cartes mentales auprès d'une population représentative. Ainsi, il n'y aurait pas que des étudiants suivant un cours d'introduction à la science politique ; ce qui constitue un certain biais. Une reformulation de la question pourrait aussi être envisagée afin de laisser place à une dynamique davantage prospective, comme il a été mentionné précédemment.

Bibliographie

- Brinckman, B., Albers, I., Samyn, S. et Verschelen, W., *De zestien is voor u. Hoe België wegzakte in een regimecrisis. Het verhaal achter de langste regeringsvorming ooit*, Tielt, Lannoo, 2008.
- Claes, E., Declaire, C., Dejaeghere, Y., Fiers, S., Hooghe, M. et Quintelier, E., « Étude Jeunesse 2006 : Un premier portrait des opinions des jeunes de seize ans », Louvain, Centre for Citizenship and Democracy, 2006.
- Deschouwer, K., « La dynamique fédérale en Belgique », in Fournier, B. et Reuchamps, M. (dir.), *Le fédéralisme en Belgique et au Canada : comparaison sociopolitique*, Bruxelles, De Boeck Université, 2009, coll. « Ouvertures sociologiques », pp. 65-72.
- Dubar, Claude, *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 2006, 3^e éd., coll. « Collection U ».
- Dutilleul, P. (dir.), *Bye-Bye Belgium*, Loverval, Labor, 2006.
- Fishkin, J. S., *The Voice of the People: Public Opinion and Democracy*, New Haven, Yale University Press, 1995.
- Fournier, B. et Reuchamps, M., « Quelques mesures de la connaissance politique des jeunes Liégeois », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, vol. 53, n° 3, Liège, 2008, pp. 371-383.
- Fralon, J.-A., *La Belgique est morte, vive la Belgique !*, Paris, Fayard, 2009.
- Jennings, M. K. et Niemi, R. G., « The Transmission of Political Values from Parent to Child », *The American Political Science Review*, vol. 62, n° 1, 1968, pp. 169-184.
- Jennings, M. K. et Niemi, R. G., *Generations and Politics: A Panel Study of Young Adults and Their Parents*, Princeton, Princeton University Press, 1981.
- Keohane, R. O. et Nye, J. S., *Power and Interdependence: World Politics in Transition*, Boston, Little, Brown and Company, 1977.
- Lits, M. (dir.), *Le vrai-faux journal de la RTBF : les réalités de l'information*, Charleroi, Couleur Livres, 2007.
- Percheron, A., « La socialisation politique. Défense et illustration », in Grawitz, M. et Leca, J. (dir.), *Traité de science politique. Tome III. L'action politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1985, pp. 165-235.
- Reuchamps, M., « Le fédéralisme et ses deux sens - négatifs - en Belgique francophone », *Revue de la Faculté de droit de l'Université de Liège*, vol. 54, n° 4, 2009, pp. 527-540.
- Reuchamps, M., « Structures institutionnelles du fédéralisme belge », in Dandoy, R., Matagne, G. et Van Wynsberghe, C. (dir.), *Le fédéralisme belge*, Louvain-la-neuve, Academia-Bruylant, à paraître en 2010, coll. « Science Politique ».

Reuchamps, M., Grandjean, G. et Flaba, E., « *Dessinez la Belgique* ». *Comment de jeunes Belges francophones voient le fédéralisme*, Liège, Éditions de l'Université de Liège, 2009.

Reuchamps, M., « Les citoyens et le fédéralisme. Perceptions et préférences fédérales en Belgique et au Canada », Thèse de doctorat, Liège, Université de Liège, 2010.

Sinardet, D., « Belgian Federalism Put to the Test: The 2007 Belgian Federal Elections and their Aftermath », *West European Politics*, vol. 31, n° 5, 2008, pp. 1016-1032.

Touraine, A., *Sociologie de l'action*, Paris, Editions du Seuil, 1965.

Van Dam, D., *Flandre, Wallonie : le rêve brisé : Quelles identités culturelles et politiques en Flandre et en Wallonie*, Ottignies, Quorum, 1997.